

parées, il parut possible qu'on se rencontrât. Leur antipathie aurait rendu cet événement dangereux. Pour le prévenir, le pape fixa en 1493 les prétentions respectives par une suite de ce pouvoir universel et ridicule que les pontifes de Rome s'étaient arrogé depuis plusieurs siècles, et que l'ignorance idolâtre de deux peuples également superstitieux prolongeait encore pour associer le ciel à leur avarice. Il donna à l'Espagne tout le pays qu'on découvrirait à l'ouest du méridien, pris à cent lieues des Açores, et au Portugal tout ce qu'il pourrait conquérir à l'est de ce méridien. L'année suivante, les puissances intéressées convinrent d'elles-mêmes à Tordésillas de placer la ligne de démarcation à trois cent soixante-dix lieues des îles du Cap-Vert. C'était aux yeux les plus clairvoyans une précaution superflue. A cette époque personne ne connaissait assez la théorie de la terre pour prévoir que les navigateurs d'une couronne, poussant leurs découvertes du côté de l'ouest, et les navigateurs de l'autre du côté de l'est, arriveraient tôt ou tard au même terme. L'expédition de Magellan démontra cette vérité.

La cour de Lisbonne ne dissimula pas les inquiétudes que lui causait cet événement. On la voyait déterminée à tout hasarder plutôt qu'à souffrir qu'un rival déjà trop favorisé par la fortune vînt lui disputer l'empire des mers d'Asie. Toutefois, avant de se commettre avec le seul

peuple dont les forces maritimes fussent alors redoutables, elle crut devoir tenter les voies de la conciliation. Ce moyen réussit plus facilement qu'il n'était naturel de l'espérer.

Charles-Quint, que des entreprises trop vastes et trop multipliées réduisaient à des besoins fréquens, abandonna irrévocablement en 1529, pour 350,000 ducats, ou pour 2,598,750 livres, toutes les prétentions qu'il pouvait avoir sur les pays reconnus en son nom dans l'Océan indien; il étendit même la ligne de la démarcation portugaise jusqu'aux îles des Larrons. C'est du moins ce que disent les historiens portugais; car les écrivains castillans veulent que leur monarque se soit réservé la faculté de reprendre la discussion de ses droits, et de les faire valoir si la décision lui était favorable, mais seulement après avoir remboursé l'argent qu'il touchait.

Le traité de Saragosse eut le sort ordinaire aux conventions politiques.

Philippe II reprit en 1564 le projet de soumettre les Manilles. L'Espagne était trop affaiblie par ses conquêtes d'Amérique pour imaginer de fonder à l'extrémité des Indes orientales un nouvel empire par la violence. Les voies douces de la persuasion entrèrent pour la première fois dans son plan d'agrandissement. Elle chargea quelques missionnaires de lui acquérir des sujets, et ils ne trompèrent pas entièrement son attente.

Les hommes, autrefois idolâtres ou mahomé-

XIII.
L'Espagne
forme des
établisse-
mens aux
Philippines.
Raisons qui
en ont em-
pêché le suc-
cès.

tans, que la religion chrétienne soumit à l'Espagne, sur les côtes, n'étaient pas tout-à-fait sauvages comme ceux de l'intérieur des terres. Ils avaient des chefs, des lois, des maisons, quelques arts imparfaits. Plusieurs connaissaient un peu de culture. La propriété des champs qu'ils avaient semés leur fut assurée, et le bonheur dont ils jouissaient fit désirer des possessions à d'autres. Les moines chargés d'en faire la distribution réservèrent pour eux les portions les plus étendues, les mieux situées, les plus fertiles de ce sol immense, et le gouvernement leur en fit une cession formelle.

On se promettait beaucoup de ces arrangemens, tout imparfaits qu'ils étaient. Plusieurs causes se sont réunies pour en empêcher le succès.

D'abord, la plupart des missionnaires, élevés dans l'ignorance et l'oïveté des cloîtres, n'ont pas, comme il le fallait, excité au travail les Indiens qu'ils avaient sous leur direction. On peut même dire qu'ils les en ont détournés pour les occuper sans cesse de cérémonies, d'assemblées, de solennités religieuses. Un système aussi contraire à tout culte raisonnable qu'à la saine politique a laissé dans le néant les terres distribuées aux peuples assujettis. Celles même de leurs aveugles conducteurs ont été peu et mal cultivées, peut-être parce que le gouvernement fait distribuer tous les ans à ces religieux 525,000 livres.

La conduite des Espagnols a toujours encou-

ragé cette inaction funeste. Le penchant à l'oïveté que ces hommes orgueilleux avaient apporté de leur patrie fut encore fortifié par la permission que leur accorda la cour d'envoyer tous les ans en Amérique un vaisseau chargé des productions des manufactures de l'Asie. Les trésors que rapportait cet immense bâtiment leur firent envisager comme honteuses et intolérables même les occupations les plus honnêtes et les moins pénibles. Jamais leur mollesse ne connut d'autres ressources pour vivre dans les délices. Aussi, dès que les malheurs de la guerre suspendaient pour un an ou deux l'expédition du galion, ces conquérans tombaient-ils la plupart dans une misère affreuse. Ils devenaient mendiants, voleurs ou assassins. Les troupes partageaient ces forfaits, et les tribunaux étaient impuissans contre tant de crimes.

Les Chinois s'offraient naturellement pour donner aux arts et à la culture l'activité que l'indolence des Indiens et la fierté des Espagnols leur refusaient. Les navigateurs de cette nation célèbre allaient, de temps immémorial, chercher aux Manilles les productions naturelles à ces îles. Ils continuèrent à les fréquenter après qu'elles eurent subi un joug étranger. Leur nombre s'accrut encore lorsque les richesses du Mexique et du Pérou qui y circulaient donnèrent lieu à des spéculations plus vastes. Sur leurs navires arrivèrent bientôt un grand nombre d'ouvriers, un plus

grand de cultivateurs, trop multipliés dans cet empire florissant. Ces hommes laborieux, économes et intelligens, voulaient défricher les campagnes, établir des manufactures, créer tous les genres d'industrie, pourvu qu'on leur donnât la propriété de quelques parties d'un immense terrain qui n'avait point de maître, pourvu que les tributs qu'on exigerait d'eux fussent modérés. C'était un moyen infailible d'établir à l'extrémité de l'Asie, sans perte d'hommes, sans sacrifice d'argent, une colonie florissante. Le malheur des Philippines a voulu qu'on n'ait pas assez senti cette vérité; et cependant le peu de bien qui s'est fait dans les îles a été principalement l'ouvrage des Chinois.

xiv.
État actuel
des Philip-
pines.

Avec de grandes dépenses et des efforts réitérés, l'Espagne a soumis à sa domination quelques faibles portions des îles de Mindoro, de Paney et de Mindanao. Son autorité est beaucoup mieux affermie dans celle de Luçon, qui a cent vingt lieues de long sur trente et quarante de large. Les usurpateurs y abordent par une baie circulaire que forment deux caps, éloignés de trois lieues et demie l'un de l'autre. Dans ce court espace se trouve la petite île du Corréridor. Elle laisse deux passages. Celui du nord est le plus sûr, et par conséquent le plus fréquenté.

Au sud-est de la baie est Cavite, port où les vents de nord, de nord-nord-ouest se font trop sentir; où l'on manque d'eau potable, qu'il

faut aller chercher fort loin; où les navires ne peuvent s'arrêter long-temps sans être percés par les vers. C'est dans cette rade, défendue seulement par un mauvais fort et par une garnison de trois cents hommes, que sont construits tous les bâtimens nécessaires au service de la colonie.

Dans la même baie, à trois lieues de Cavite et près de l'embouchure d'un grand fleuve, qui, à cause d'un banc de sable, n'est navigable que pour des bateaux, s'élève la fameuse ville de Manille. En 1571, elle fut enlevée aux Indiens par Lopès de Légaspi, qui avait débarqué à Zebu en 1565, et qui la jugea propre à devenir le centre de l'état qu'on voulait former, et y fixa le gouvernement et le commerce. Gomez Pérez de las Marignas l'entoura de murs en 1590, et y bâtit la citadelle de Saint-Jacques. Elle s'est depuis agrandie plutôt qu'embellie, quoique ses rues soient bien alignées. Presque toutes les maisons appartiennent aux moines, qui y sont plus multipliés qu'en aucun lieu du monde. Ils forment le tiers de la population espagnole, qui ne s'élève pas au-dessus de mille à onze cents personnes, toutes sans distinction d'âge ni de sexe, plus ou moins plongées dans la plus aveugle superstition, dans l'ignorance la plus grossière, dans la plus honteuse dépravation. Rien ne serait au-dessus de la situation de cette capitale, si de fréquens tremblemens de terre, si les invasions souvent

répétées d'un Océan irrité ne la menaçaient continuellement d'une ruine entière.

Elle doit principalement ses subsistances et le peu de commodités dont ses indolens citoyens jouissent au magnifique lac où la rivière de Manille prend sa source. On lui accorde généralement une profondeur étonnante et un circuit de trente lieues. Ses belles et fertiles rives sont occupées par les Indiens les plus laborieux, les plus intelligens et les plus soumis de ces contrées.

Dans tout l'archipel, on ne compte, suivant le dénombrement de 1755, que 837,182 sauvages qui aient subi le joug espagnol. Ils sont presque généralement sous la direction de différens ordres religieux, qui se sont comme partagé les provinces, et y ont usurpé une autorité absolue. Ils conserveront leur empire par les mêmes moyens qu'ils l'ont obtenu, en empêchant qu'aucun Européen s'établisse sur leur territoire, en parlant l'idiome des peuples au milieu desquels ils vivent, et en les empêchant d'apprendre la langue de leurs oppresseurs. Tous ces Indiens, depuis seize jusqu'à cinquante ans, paient une capitation de 14 réaux ou de 2 livres 14 sous. Ce tribut fait partie du revenu de la couronne, qui, en 1749, s'élevait à 620,559 piastres 5 réaux, ou à 3,351,254 livres 12 sous; ce qui n'empêchait pas le roi de faire passer tous les ans, du Mexique aux Philippines, 110,000 piastres ou 594,000 livres. On a partagé les contribuables en vingt-deux

provinces, dont la seule île de Luçon en contient douze, quoiqu'elle ne soit pas entièrement assujettie.

Non loin de ses murs la nature a formé des défilés profonds et serrés. Dans ces lieux inaccessibles vivent dans une défiance continuelle des Indiens qui n'ont jamais subi le joug espagnol, ou qui ont eu le courage de briser leurs chaînes. La rage qui les tourmente ne leur permet pas de jouir paisiblement de leur indépendance. Ils quittent souvent leur asile pour porter le pillage, la destruction et la mort au milieu des oppresseurs de leur patrie infortunée. Ces calamités durent depuis long-temps, et rien n'annonce que la fin en soit prochaine.

La colonie a pour chef un gouverneur dont l'autorité, subordonnée au vice-roi du Mexique, doit durer huit ans. Il a le commandement des armes, il préside à tous les tribunaux, il dispose de tous les emplois civils et militaires. Il peut distribuer des terres, les ériger même en fiefs. Cette puissance, qui n'est un peu balancée que par l'influence du clergé et de l'audience royale, s'est trouvée si dangereuse, que, pour en arrêter l'excès, on a imaginé plusieurs expédiens. Le plus utile a été celui qui règle qu'on poursuivra la mémoire d'un gouverneur mort dans l'exercice de sa place, et que celui qui y survivra ne partira qu'après que son administration aura été recherchée. Tout particulier peut porter ses plaintes. S'il a

éprouvé quelque injustice, il doit être dédommagé aux dépens du prévaricateur, qui de plus est condamné à une amende envers le souverain qu'il a rendu odieux. Dans les premiers temps de cette sage institution, la sévérité fut poussée si loin, que, lorsque les accusations étaient graves, le coupable était mis en prison. Plusieurs y moururent de frayeur, et d'autres n'en sortirent que pour subir des peines rigoureuses. Peu à peu cet appareil formidable s'est réduit à rien. Le chef de la colonie donne à son successeur de quoi payer sa place, mais il avait reçu la même somme de son prédécesseur.

Cette collusion a formé un système suivi d'oppression. On a exigé arbitrairement des impôts. Le revenu public s'est perdu dans les mains destinées à le recueillir. Un droit d'entrée de sept pour cent sur toutes les marchandises a fait dégénérer le commerce en contrebande. Le cultivateur s'est vu forcé de déposer ses récoltes dans les magasins du gouvernement. On a poussé l'atrocité jusqu'à fixer la quantité de grains que ses champs devaient produire, jusqu'à l'obliger de les fournir au fisc pour en être payé dans le temps et de la manière qu'il conviendrait à des maîtres oppresseurs. Les efforts que quelques administrateurs honnêtes ont fait dans l'espace de deux siècles pour arrêter le cours de tant de barbaries ont été inutiles, parce que les abus étaient trop invétérés pour céder à une autorité subordonnée et

passagère. Il n'aurait pas moins fallu que le pouvoir suprême de la cour de Madrid pour opposer une digue suffisante au torrent de la cupidité universelle; mais ce moyen unique n'a jamais été employé. Cette honteuse indifférence est cause que les Philippines n'ont fait nuls progrès. A peine saurait-on leur nom, sans les liaisons qu'elles entretiennent avec le Mexique.

Ces liaisons, aussi anciennes que l'établissement des Espagnols en Asie, se réduisent à faire passer en Amérique, par la mer du Sud, les productions, les marchandises des Indes. Nul des objets qui forment ces riches cargaisons n'est le produit du sol ou de l'industrie de ces îles. Elles tirent la cannelle de Batavia. Les Chinois leur portent des soieries, et les Anglais ou les Français les toiles blanches, les toiles peintes de Bengale et du Coromandel. De quelque port qu'aient été expédiés ces objets, il faut qu'ils arrivent avant le départ du galion. Plus tard ils ne seraient pas vendus, ou ne le seraient qu'à perte à des négocians qui seraient réduits à les oublier dans leurs magasins. Les paiemens se font principalement avec de la cochenille et des piastres venues du Nouveau-Monde. Il y entre aussi quelques denrées du pays et des cauris qui n'ont point de cours en Afrique, mais qui sont d'un usage universel sur les bords du Gange.

Un établissement qui n'a pas une base plus solide peut être aisément renversé. Aussi ne craint-^{xv.} A quels dangers sont ex-

posées les
Philippines.

on pas de prédire que les Philippines échappent un peu plus tôt, un peu plus tard à ses possesseurs. Il suffira d'un petit nombre de réflexions pour donner la force de l'évidence à ces conjectures.

Des navigateurs éclairés nous ont appris que les possessions espagnoles qui, dans ces contrées éloignées, avaient toujours été languissantes, le sont devenues sensiblement davantage depuis 1768 que les jésuites en ont été bannis. Outre que l'immense domaine de ces missionnaires est tout-à-fait déchu de la fertilité où ils l'avaient porté, les terres des Indiens qu'ils gouvernaient, les seules qui fussent passablement cultivées et où l'on trouvât quelques arts utiles, sont retombées dans le néant d'où on les avait tirées. Il est même arrivé que ces insulaires, les moins paresseux de la colonie, ont eu à souffrir de la haine bien ou mal fondée qui poursuivait leurs guides.

Une plus grande calamité fondit sur cet archipel l'année suivante. Tous les Chinois, sans exception, en furent chassés, et cette proscription forma une plaie qui, vraisemblablement, ne guérira jamais. Ces hommes, dont la passion dominante est l'avarice, arrivaient tous les ans aux Philippines avec vingt-cinq ou trente petits bâtimens, et y encourageaient quelques travaux par le prix qu'eux seuls y pouvaient mettre. Ce n'était pas tout. Un assez grand nombre de leurs

compatriotes fixés dans ces îles y donnaient habituellement l'exemple d'une vie toujours occupée. Plusieurs même parcouraient les peuplades indiennes, et, par des avances bien ménagées, leur inspiraient le désir et leur donnaient la faculté de rendre leur situation meilleure. Il est fâcheux que ces moyens de prospérité aient été anéantis par l'impossibilité où se trouvaient peut-être les Espagnols de contenir un peuple si enclin aux soulèvements.

Antérieurement à ces événemens destructeurs les peuples montraient un éloignement marqué pour leurs tyrans. L'oppression les avait souvent fait sortir des bornes de l'obéissance; et, sans l'intervention de leurs pasteurs, les efforts impuissans d'une milice dégénérée ne les auraient pas remis dans les fers. Cette haine éclata singulièrement durant l'invasion des Anglais. Les Espagnols, qui avaient quitté Manille à l'approche de ces fiers insulaires, furent dépouillés et maltraités dans toutes les provinces où ils comptaient trouver un asile et des secours. On s'y réjouissait de leurs désastres, on insultait à leur défaite. Rien n'est arrivé depuis qui ait pu changer ces dispositions.

A ces dangers, qu'on peut appeler domestiques, se joignent des périls étrangers plus à craindre encore. Des barbares sortis des îles Malaises, et plus souvent encore de l'île d'Yolo, qui paraît être le point de démarcation des pos-

sessions espagnoles et hollandaises, fondent habituellement sur les côtes des Philippines, y portent la destruction, et en arrachent des milliers de chrétiens qu'ils réduisent en servitude. Cette piraterie est rarement punie; parce que les Espagnols, partagés en quatre factions, connues sous le nom de *Castillans*, de *Galiciens*, de *Montagnards* et de *Biscayens*, uniquement occupés de la haine qui les tourmente, voient d'un œil indifférent tout ce qui est étranger à leurs divisions. Un si mauvais esprit a toujours de plus en plus enhardi les Malais. Déjà ils ont chassé l'ennemi commun de plusieurs îles. Tous les jours ils le resserrent davantage; et bientôt ils se verront maîtres de sa possession, s'ils ne sont prévenus par quelque nation européenne plus puissante ou plus active que celles qu'ils combattent.

En 1762, les Anglais s'emparèrent des Philippines avec une facilité qu'ils n'avaient pas espérée. Si les traités leur arrachèrent leur proie, ce fut sans étouffer peut-être l'ambition de la ressaisir lorsque l'occasion s'en présenterait. D'autres peuples peuvent également aspirer à cette conquête pour en faire le centre de leur empire dans les mers et sur le continent des Indes.

Les Espagnols seront donc probablement chassés des Philippines. Il y a des politiques qui pensent que ce ne serait pas un mal; et cette opinion est fort ancienne. A peine les Philippines eurent-elles ouvert leur communication avec l'Amérique

qu'on parla de les abandonner, comme nuisibles aux intérêts de la métropole. Philippe II et ses successeurs ont constamment rejeté cette proposition, qui a été renouvelée à plusieurs reprises. Peut-être ces monarques ont-ils eu des idées plus élevées que leur nation et que leurs ministres. Mais, en conservant ces îles, il fallait les rendre utiles à l'Espagne. On le pouvait aisément en ouvrant à ses négocians la route de l'Asie. Vainement a-t-on opposé aux hommes d'état partisans de ce système que l'Inde, fournissant des étoffes de soie, des toiles de coton, supérieures à celles de l'Europe pour le fini, pour les couleurs, surtout pour le bas prix, les manufactures nationales n'en pourraient soutenir la concurrence, et seraient infailliblement ruinées. Cette objection, qui peut être de quelque poids chez certains peuples, leur a paru tout-à-fait frivole dans la position où était leur patrie.

En effet, les Espagnols s'habillent, se meublent d'étoffes, de toiles étrangères. Ces besoins continuels augmentent nécessairement l'industrie, les richesses, la population, les forces de leurs voisins. Ceux-ci abusent de ces avantages pour tenir dans la dépendance la nation qui les leur procure. Ne se conduirait-elle pas avec plus de sagesse et de dignité si elle adoptait les manufactures des Indes? Outre l'économie et l'agrément qu'elle y trouverait, elle parviendrait à diminuer une prépondérance dont elle sera tôt ou tard la victime.

XVI.
Ce que les
Philippines
pourraient
devenir.